



DECISION

DU CONSEIL NATIONAL DE REGULATION

N° 2018/AR/CNR/DTP/DRS

LE CONSEIL NATIONAL DE REGULATION:

- Vu la loi n° 2001-18 du 25 Janvier 2001 relative à l'Autorité de Régulation Multisectorielle ;
- Vu la loi 2013-025 du 15 juillet 2013 relative aux communications électroniques ;
- Vu le décret n° 2014-065 en date du 19 mai 2014 portant sur le régime des activités de communications électroniques et sur les modalités d'octroi des licences et des autorisations ;
- Vu l'arrêté n° 1339 en date du 16 juillet 2015 portant renouvellement de la licence n° 2 pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de télécommunications cellulaire ouvert au public de norme GSM au bénéfice de la société Mauritanienne de Télécommunications (Mauritel S.A) ;
- Vu le cahier des charges annexé à la licence n° 2 renouvelée ;
- Vu l'arrêté n° 1314 en date du 14 juillet 2015, abrogeant et remplaçant certaines dispositions de l'arrêté n° R1650/M.I.P.T du 27 juillet 2006 portant attribution de licence n° 8 au profit de la société Mauritel S.A ;
- Vu le cahier des charges annexé à la licence n° 8 ;
- Vu le rapport publié, le 05 décembre 2018 par l'autorité de régulation sur son site internet relatif à la mission de contrôle de la qualité de service effectuée du 20 Octobre au 25 Novembre 2018;
- Vu la lettre de l'Autorité de Régulation n° 939/AR/CNR/DTP/DRS du 06 décembre 2018, tenant lieu de notification de grief adressée à Mauritel S.A ;
- Vu la réponse de Mauritel S.A par lettre n° 0911 /MSA/DG/DRHOR du 14 décembre 2018 ;
- Considérant que, par référence aux textes susvisés, l'opérateur **Mauritel SA** s'est engagé à assurer en permanence aux utilisateurs du service, des niveaux de qualité conformes aux standards internationaux et, en particulier, aux normes de l'UIT et de l'ETSI ;
 - Considérant qu'en date du 18 septembre 2018, l'Autorité de Régulation a, par lettre n°817/AR/CNR/DTP/DRS, tenant lieu d'une mise en demeure, réitéré à l'opérateur

3

Mauritel SA de se conformer aux prescriptions de ses Cahier des Charges en termes de qualité de service ;

- Considérant qu'en dépit de cette mise en demeure, l'opérateur **Mauritel SA** n'a pas remédié aux manquements relevés dans les villes, localités, et axes routiers suivants: **Nouakchott, Kaédi, Akjoujt, Aioun, Lghayra, Boumdeid, Voulanya, Kankossa, Axe Kiffa-Aleg, Axe Aleg-Nouakchott, Axe Nouakchott-Atar, Axe Nouakchott-Nouadhibou, Axe Noukchott-Rosso, Axe Aioun-Kiffa, Axe Kaédi-Sélibabi, Axe Rosso-Kaédi et Axe Aioun-Néma**, comme il apparaît dans le rapport de la mission de contrôle qui s'est déroulée **20 octobre au 25 novembre 2018**;
- Considérant que par lettre n° **939/AR/CNR/DTP/DRS** du 06 décembre 2018, l'Autorité de Régulation a prévenu l'opérateur **Mauritel SA** de son intention de lui appliquer les sanctions pécuniaires prévues par la loi, en raison des manquements constatés, en l'invitant à communiquer ses éventuelles remarques et observations sur cette question dans les **dix jours** calendaires suivant la réception de ladite lettre ;
- Considérant que les motifs invoqués par **Mauritel SA** dans sa lettre n° **0911/MSA/DG/DRHOR** du 14 décembre 2018 sont pas tous pertinents pour justifier les manquements graves à ses obligations contractuelles;
- Considérant la gravité des manquements relevés par rapport aux engagements en termes de qualité du service, prescrits dans ses Cahier des Charges, d'une part, et leur conséquence dommageable pour la communauté des utilisateurs, d'autre part ;
- Considérant qu'il appartient au Conseil National de Régulation de veiller au respect des engagements découlant de la loi, des règlements et du Cahiers des Charges signés par l'opérateur **Mauritel SA** en lui appliquant les sanctions prévues par la législation en vigueur;
- Considérant les dispositions de l'article 82 de la loi 2013-025 du 15 juillet 2013 qui stipule que « l'Autorité de Régulation peut sanctionner les manquements qu'elle constate de la part des opérateurs aux dispositions législatives et réglementaires afférentes à leur activité. Si le manquement n'est pas constitutif d'une infraction pénal, une sanction pécuniaire peut être appliquée dont le montant est proportionné à la gravité du manquement et aux avantages qui en sont retirés sans qu'il puisse excéder annuellement 1% du chiffre d'affaire hors taxe du dernier exercice clos, taux porté à 2% en cas de nouvelle violation de la même obligation. A défaut d'activité permettant de déterminer le chiffre d'affaires, le montant de la sanction ne peut excéder 100 000 000 ouguiyas, porté à 200 000 000 ouguiyas en cas de récidive »;
- Considérant le procès-verbal n°**18/2018** de la réunion du Conseil National de Régulation en date du 27 décembre 2018.

DECIDE

Article 1:

Les sanctions pécuniaires d'un montant de **Trente-sept millions sept cent soixante mille trois cent trente-quatre (37 760 334 MRU)** sont appliquées à **Mauritel** pour manquements aux engagements en termes de qualité de service 2G et 3G prescrits dans ses Cahiers des Charges annexés aux licence n° 2 et n° 8.

Article 2 :

Les sanctions pécuniaires ci-dessus seront recouvrées comme créances de l'Etat et versées au Trésor Public.

Article3 :

Le Directeur des télécommunications est chargé de l'application de la présente décision.

Le Président

Cheikh Ahmed OULD SIDI AHMED

